

Le «pivot» vers L'Asie-Pacifique: Le succès d'Obama dans les mains de son successeur

Alexandra Jabbour, jeudi 06 octobre 2016

Ce n'est peut-être pas la principale qualité que l'on a en tête lorsqu'on évoque Barack Obama, mais ce dernier est le premier président américain issu du Pacifique. Naissance à Hawaï, enfance en Indonésie : son lien personnel avec cette région est réel et, d'après l'intéressé lui-même, contribue à façonner son intérêt politique pour celle-ci¹. Au-delà de cet aspect affectif lié à la personne de Barack Obama, la politique américaine a toujours présenté un consensus bipartisan sur l'importance d'un investissement américain dans la région Asie-Pacifique². La nuance partisane se situe davantage au niveau de l'intensité, des modalités de l'engagement ainsi que du choix des partenaires. Sous l'influence de Kurt Campbell alors Assistant Secretary of State pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, le Président Obama a opéré un virage majeur, un « pivot » de la politique américaine en direction du Pacifique et ce dès sa prise de fonction en 2009. Les enjeux visés étaient protéiformes : nouer de nouvelles alliances, améliorer les relations avec les puissances régionales émergentes, augmenter la présence militaire, développer l'implication américaine dans différentes institutions régionales, créer et renforcer de nouveaux partenariats économiques. En cette fin du mandat de Barack Obama à la présidence, quel bilan tirer de cette initiative majeure de politique étrangère ? Quel est le niveau d'ancrage du « pivot » américain vers l'Asie-Pacifique ?

De nouvelles alliances fragiles, d'anciennes alliances renforcées

L'enjeu central du « pivot » était de poser les bases d'une stratégie permettant aux États-Unis d'être un acteur essentiel au sein de ce qui constitue le terrain des enjeux économiques et militaires de demain. Cela implique notamment de disposer d'alliés de poids, fiables, dans la région. En matière d'alliance régionale, les États-Unis ont veillé à renforcer celles déjà existantes avec le Japon, la Corée du Sud et l'Australie. Les États-Unis voient dans le premier pays son binôme essentiel pour assurer la sécurité dans la région³, le second doit leur permettre d'améliorer leur présence militaire en Asie mais surtout de maintenir une pression dissuasive à l'égard de la Corée du Nord. Quant à l'Australie, elle permet aux États-Unis de bénéficier d'un allié en Océanie afin de faciliter un déploiement plus rapide des forces militaires dans le Pacifique.

Le principal apport du « pivot » de Barack Obama dans la région porte toutefois sur la création de nouvelles alliances. Les pays de l'Asie du Sud-Est via l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) ont constitué une cible de choix pour l'administration Obama. Celle-ci ne s'est pas contentée de créer des liens bilatéraux avec chacun de ses membres mais également de faire des États-Unis un interlocuteur de l'ASEAN, en témoigne le sommet de Sunnylands qui s'est tenu en février 2016 en Californie. Ce faisant, le Président américain a créé de nouvelles alliances avec des pays situés en mer de Chine (Laos, Vietnam, Sultanat de Brunei, Malaisie), zone théâtre d'un déploiement militaire chinois conséquent. Le but recherché par l'administration Obama semble avoir été de s'implanter dans la périphérie chinoise afin d'assurer la présence militaire et

diplomatie américaine dans une région menacée directement par les ambitions expansionnistes de Pékin.

Un effort militaire substantiel

Les alliances en mer de Chine avec les membres de l'ASEAN illustrent l'inquiétude américaine à l'égard des questions de sécurité maritime dans le Pacifique. 60% de la flotte militaire américaine sera située dans l'océan Pacifique à l'horizon 2020, tandis que le ratio actuel est de l'ordre de 50/50 entre le Pacifique et l'océan Atlantique⁴. Les accords bilatéraux entre les États-Unis et la Corée du Sud, Singapour, le Japon, l'Australie et les Philippines sont autant d'éléments d'une présence militaire américaine renforcée dans la région. Toutes ces alliances n'ont néanmoins pas la même valeur ni la même assurance de durer dans le temps. La remise en cause du partenariat avec les États-Unis par l'imprévisible président philippin Rodrigo Duterte⁵ qui vient de demander le retrait des troupes américaines de son sol, quelques mois à peine après leur installation, en témoigne. L'accroissement de la présence militaire américaine dans le Pacifique s'est cependant significativement accentuée dans le cadre du « pivot » afin notamment d'assurer un rôle de dissuasion à l'égard de la Chine via une chaîne sécuritaire installée le long des côtes chinoises, de la Corée du Sud à Singapour.

Relations sino-américaines : entre compétition et coopération

Reste enfin la question de la relation avec la Chine. L'investissement des États-Unis dans le Pacifique n'aurait qu'un intérêt limité en l'absence d'une redéfinition de leurs relations avec l'État chinois. Sur ce point, l'effectivité du succès de Barack Obama dans la région peut être mesuré à travers le regard de Pékin en direction de Washington : consciente de sa domination dans la région, la Chine ne demeure pas moins préoccupée par l'influence grandissante prise par les Américains auprès des nations régionales ce qui a entraîné un effort majeur du gouvernement chinois afin de contrecarrer l'ambition américaine. De fait, face aux nouvelles alliances nées du « pivot », Pékin semble vouloir profiter de la dépendance économique des alliés des États-Unis dans la région pour accentuer l'aspect multilatéral des relations interétatiques en Asie-Pacifique et ainsi, diviser. À cet égard, les exemples ne manquent pas. Deux projets symboliques et significatifs par leur ambition visent à concurrencer directement les États-Unis sur le terrain économique. Le projet RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), un partenariat de libre-échange en cours de négociation qui concernerait les pays membres de l'ASEAN, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Corée du Sud et la Chine, est l'un de ces projets qui constituent un contrepoids économique majeur à l'égard des États-Unis. Le deuxième projet concerne l'AIIB (Asian Infrastructure Investment Bank), créé à l'initiative de la Chine et qui a pour objectif de participer à l'amélioration des infrastructures en Asie-Pacifique. Il s'agit surtout de proposer une agence sur le modèle de la Banque Mondiale installée à Washington. Ce projet a soulevé de nombreuses inquiétudes auprès de l'administration Obama au fur et à mesure de l'intérêt exprimé par ses traditionnels alliés comme l'Australie, la Grande Bretagne, l'Inde et, depuis peu, le Canada pour un projet économique d'envergure réalisé en l'absence des États-Unis.

Outre ce volet compétitif, il est toutefois bon de souligner les différents points de convergence

et de coopération entre les États-Unis et la Chine, signes d'un changement diplomatique opéré entre les deux pays. À ce titre, le rôle joué par la Chine dans le règlement du dossier nucléaire iranien ou encore la ratification de l'Accord sur le climat sont deux aspects où la Chine et les États-Unis ont agi de concert. Cependant, ces efforts restent confinés hors du Pacifique, région où seule la confrontation semble actuellement de mise entre les deux grandes puissances.

Le TPP : l'arbitre du bilan de Barack Obama en Asie-Pacifique

Les réussites notables de Barack Obama en matière de raffermissement et d'expansion des alliances américaines en Asie-Pacifique restent largement dépendantes du volet économique. Au-delà du débat sur les bénéfices pour le marché domestique américain, la ratification du TPP revêt une importance politique, symbolique et stratégique majeure pour les États-Unis hors de leurs frontières. Conséquence de la procédure parlementaire et du mode de ratification, la réussite du « pivot » est soumise au bon vouloir du prochain Président américain et au positionnement du futur Congrès sur la question du Traité Transpacifique (TPP) qui vise à contrebalancer la puissance économique chinoise. Car si les alliés régionaux des États-Unis peuvent s'opposer à la Chine sur les questions maritimes, militaires ou en matière de droits de l'Homme, ils n'en restent pas moins dépendants et attirés par la puissance économique chinoise. Donald Trump s'est rapidement positionné contre le traité, probablement poussé par une base électorale républicaine largement hostile à la ratification d'un tel accord⁶. Quant à Hillary Clinton, sa position visant un rejet du traité actuel a été clairement affirmée par son directeur de campagne⁷. Le positionnement ambigu de Tim Kaine, entre soutien ayant précédé sa présence sur le ticket démocrate⁸ et rejet mesuré après sa désignation⁹, rend la position démocrate moins crédible. D'autant que l'opinion parmi les sympathisants démocrates est de considérer le TPP comme un élément positif pour le États-Unis.

In fine, la décision de ratifier le TPP reviendra au Congrès américain et sa nouvelle majorité. Cette ratification scellera non seulement la viabilité du « pivot » opéré par Barack Obama, mais également l'ambition du futur président américain pour la région.

Bibliographie :

1 : Extrait tiré de son discours prononcé le 14 novembre 2009 à l'occasion de sa visite au Japon : « My own life is a part of that story. I am an American President who was born in Hawaii and lived in Indonesia as a boy. My sister Maya was born in Jakarta, and later married a Chinese-Canadian. My mother spent nearly a decade working in the villages of Southeast Asia, helping women buy a sewing machine or an education that might give them a foothold in the world economy. So the Pacific Rim has helped shape my view of the world. » Disponible sur le site de la Maison Blanche : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-suntory-hall> Consulté le 9 septembre 2016.

2 : Campell, Kurt et Brian Andrews. 2013. « Explaining the US 'Pivot' to Asia » The Asia Group, Chatham House. Disponible en ligne
: https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/Americas/0813pp_pivottoasia.pdf

3 : Discours de Barack Obama au Laos. "Remarks of President Obama to the People of Laos ». 6 septembre 2016.

4 : Bumiler, Elisabeth. The New York Times. « Words and Deeds Show Focus of the American Military on Asia ». Publié le 10 novembre 2012. Disponible en ligne
: http://www.nytimes.com/2012/11/11/world/asia/us-militarys-new-focus-on-asia-becomes-clearer.html?_r=0

5 : Larano, Cris. Wall street Journal. « Duterte Demands Departure of U.S. Military Advisers from the Philippines ». Publié le 13 septembre 2016. Disponible en ligne
: <http://www.wsj.com/articles/duterte-demands-departure-of-u-s-military-advisers-from-the-philippines-1473692769>

6 : PewResearchCenter. 2016. « Republicans, especially Trump supporters, see free trade deals as bad for U.S. » Disponible en ligne : <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/03/31/republicans-especially-trump-supporters-see-free-trade-deals-as-bad-for-u-s/>

7 : Karnie, Annie. Politico. 26 juillet 2016. "Clinton friend McAuliffe says Clinton will flip on TPP, then walks it back ». Disponible en
<http://www.politico.com/story/2016/07/terry-mcauliffe-hillary-clinton-tpp-trade-226253>

8 : Palmer, Doug. Politico. 23 juillet 2016. « Praised TPP as recently as Thursday » Disponible
<http://www.politico.com/story/2016/07/tim-kaine-trade-tpp-226054>

9 : Palmer, Doug. Politico. 23 juillet 2016. « Kaine comes out against Trans-Pacific Partnership trade deal » Disponible en
<http://www.politico.com/story/2016/07/kaine-comes-out-against-trans-pacific-partnership-deal-226064>